Une commission de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté mercredi soir une résolution historique en faveur des défenseurs des droits des femmes, tels que Malala Yousafzai, en dépit d'une forte campagne contre ce texte.

Pour obtenir l'adoption par consensus, les promoteurs de la résolution proposée par la Norvège ont dû supprimer notamment un paragraphe condamnant "*toutes les formes de violence contre les femmes* ".

Des pays africains, le Vatican, l'Iran, la Russie, la Chine et les Etats musulmans conservateurs ont cherché à affaiblir la résolution adoptée par le Comité des droits de l'homme de l'Assemblée, ont indiqué des diplomates et des militants ayant assisté aux débats.

La campagne pour les défenseurs des droits des femmes avait bénéficié d'un énorme coup de pouce ces derniers mois grâce à Malala, l'adolescente pakistanaise blessée par les talibans pour son combat pour l'éducation des filles, et Denis Mukwege, médecin de la République démocratique du Congo contraints à l'exil pour son travail pour aider les victimes de viol.

Tous deux avaient été nommés comme candidats au prix Nobel de la paix cette année.

La résolution appelle tous les États à condamner publiquement la violence contre les défenseurs des droits des femmes, de modifier la législation qui les empêche d'agir et donner aux militant(e)s un accès gratuit aux organismes des Nations unies.

Les pays africains ont insisté sur le respect des coutumes et traditions, tandis que la Russie, l'Iran et la Chine ont exigé que les défenseurs des droits devaient respecter les lois nationales, selon des diplomates et militants.

Le Norvège a finalement décidé de supprimer un paragraphe qui stipulait que les Etats doivent "*condamner fermement toutes les formes de violence contre les femmes et les femmes défenseurs des droits de l'homme et s'abstenir d'invoquer des coutumes, traditions ou la*

religion pour se soustraire à leurs obligations ".

Plus de 30 pays européens, dont la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, se sont retirés en tant que co-auteurs de la résolution en signe de protestation contre cette concession.